

N° 5213⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile;
- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;
- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;
- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;
- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;
- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION JURIDIQUE

(28.4.2004)

La Commission se compose de: M. Laurent MOSAR, Président; Monsieur Patrick SANTER, Rapporteur; Mme Simone BEISSEL, M. Xavier BETTEL, Mmes Agny DURDU, Lydie ERR, MM. Jacques-Yves HENCKES, Jean-Pierre KLEIN, Paul-Henri MEYERS, Marcel SAUBER et Mme Renée WAGENER, Membres.

*

PROCEDURE LEGISLATIVE

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 23 septembre 2003 par Monsieur le Ministre de la Justice. Au texte était joints un exposé des motifs, ainsi qu'un commentaire des articles.

Le projet a été avisé par le Conseil d'Etat en date du 16 mars 2004.

Au cours de sa réunion du 31 mars 2004, la Commission juridique a désigné M. Patrick Santer comme rapporteur du projet sous rubrique. Lors de cette même réunion, la Commission a procédé à l'examen du projet de loi à la lumière de l'avis du Conseil d'Etat.

La Commission s'est encore réunie en date du 7 avril 2004 et a adopté des amendements qui furent transmis au Conseil d'Etat le 8 avril 2004.

Le Conseil d'Etat a avisé ces amendements le 27 avril 2004. Cet avis complémentaire a été discuté lors de la réunion de la Commission du 28 avril. Lors de cette réunion la Commission a adopté le présent rapport.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous examen entend modifier certaines règles procédurales principalement en matière civile et commerciale. Il a plus particulièrement pour objet:

1. de changer certaines règles de compétence en relevant le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et en adaptant les règles de compétence territoriale des juridictions du travail;
2. de refondre le système des délais de distance;
3. de modifier les règles de recevabilité du pourvoi en cassation;
4. de modifier l'article 183 du Nouveau Code de procédure civile relatif à la communication des causes au ministère public.

Ad 1) Le projet de loi sous rubrique propose de relever le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix qui passerait de 750 euros à 2.500 euros. Il échet de noter qu'à l'heure actuelle un tiers des affaires évacuées par le tribunal d'arrondissement de Luxembourg constitue des appels de décisions de justice de paix dont le montant ne dépasse pas les 2.500 euros. Un relèvement du taux de compétence en premier et dernier ressort à 2.500 euros devrait donc permettre de réduire de manière significative le nombre d'affaires portées devant les tribunaux d'arrondissement qui pourraient ainsi se consacrer à des affaires dont l'enjeu financier est plus important. Un tel relèvement présente aussi l'avantage de faire bénéficier un plus grand nombre d'affaires de mesures d'instructions simplifiées. Ainsi par exemple, si une affaire est immédiatement jugée en dernier ressort, il n'est pas nécessaire de consigner par écrit le résultat des mesures d'instruction.

Il échet également de noter que comparé aux taux de compétence de premier et dernier ressort de nos pays voisins, le taux de compétence des justices de paix au Luxembourg est de loin le moins élevé. A titre d'exemple: en droit français, la compétence en dernier ressort des tribunaux d'instance est fixée à 3.800 euros, alors qu'en Belgique la compétence de dernier ressort des juges de paix est de 1.860 euros.

Outre le relèvement du taux de compétence de dernier ressort des justices de paix, le projet de loi sous rubrique entend modifier certaines règles de compétence en modifiant les règles de compétence territoriale des juridictions du travail. Le projet de loi sous rubrique entend dans ce contexte intégrer dans le Nouveau Code de procédure civile le Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

C'est le lieu de travail qui détermine en principe la compétence territoriale des juridictions du travail. Lorsque le lieu de travail se trouve dans un pays étranger, la Convention de Bruxelles du 27 septembre 1998 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale s'applique conformément à l'article 47, dernier alinéa du Nouveau Code de procédure civile, pour déterminer quelle juridiction de travail est territorialement compétente. Or, depuis le 1er mars 2002 le Règlement précité remplace la Convention de Bruxelles entre les Etats membres de l'Union européenne, sauf en ce qui concerne le Danemark pour lequel la Convention de Bruxelles ainsi que le Protocole de 1971 continuent à s'appliquer, et les territoires des Etats membres qui entrent dans le champ d'application territorial de la Convention de Bruxelles et qui sont exclus dudit Règlement en vertu de l'article 299 du Traité instituant la Communauté européenne. Il est dès lors nécessaire d'adapter le Nouveau Code de procédure. Dorénavant si le lieu de travail ne se trouve pas au Luxembourg, mais dans un autre Etat membre, la compétence juridictionnelle sera déterminée non plus par la Convention de Bruxelles, mais par le Règlement. Si au contraire le lieu de travail n'est ni le Luxembourg, ni le territoire d'un pays couvert par le règlement en question, la compétence sera déterminée par la Convention de Bruxelles.

Ad 2) Partant du constat que les délais de distance constituent un élément important d'un procès équitable et contribuent à la sécurité juridique, les auteurs du projet de loi proposent d'harmoniser les

délais de distance prévus par différents textes, de traiter de manière égalitaire les pays membres de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre échange tout en réduisant la durée de certains délais.

Lorsque le domicile de la personne contre laquelle court un délai pour accomplir un certain acte de procédure se trouve à l'étranger, le délai ordinaire pour accomplir cet acte est augmenté. On parle de délai de distance. Actuellement notre droit répartit le monde en trois zones géographiques distinctes. Les délais de distance varient suivant le pays où demeure la personne contre laquelle le délai court. Par ailleurs, il existe à l'heure actuelle deux régimes de délais de distance distincts puisque l'article 24, alinéa 4, de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique prévoit également des délais de distance, délais qui diffèrent cependant de ceux prévus par le Nouveau Code de procédure civile. Une telle différenciation ne se justifie plus et complique aux yeux des auteurs du projet de loi inutilement le travail des professionnels du droit.

En outre, la répartition des pays dans les différentes zones ne correspond plus à la situation politique. Ainsi les pays de l'Union européenne sont-ils soumis à un traitement différencié. Or, la création d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, tel que retenu lors du Conseil de Tampere en octobre 1999, présuppose un traitement égalitaire de tous les pays de l'Union européenne.

Le système actuel ne rend pas non plus compte des réalités géographiques. Il y a un certain décalage entre la composition des différentes zones géographiques et les distances effectives entre le Luxembourg et certains pays d'Europe. Finalement, les auteurs du projet de loi considèrent les délais actuels comme trop longs au regard des technologies de communication modernes. Ces délais retardent inutilement la procédure et partant la solution de litiges internationaux.

Ad 3) Le projet de loi prévoit encore de modifier les règles de recevabilité du pourvoi en cassation.

Il est proposé dans un premier temps d'aligner le régime du pourvoi en cassation sur le régime de l'appel et de préciser quelles sont les décisions susceptibles de faire l'objet d'un pourvoi en cassation indépendamment du jugement sur le fond. Il est rappelé qu'avant le règlement grand-ducal du 22 août 1985 il était admis d'appliquer au recours en cassation les règles édictées pour l'appel, de sorte qu'un pourvoi en cassation était recevable en tant que dirigé contre un jugement interlocutoire. Afin d'éviter des recours dilatoires, le règlement grand-ducal précité a prévu que „la décision qui ordonne ou modifie une mesure d'instruction (...) ne peut être frappée d'appel ou de pourvoi en cassation indépendamment du jugement sur le fond que dans les cas spécifiés par la loi“. Or, si le règlement grand-ducal du 11 août 1985 a spécifié au niveau des articles 452 et 452-1 du Code de procédure civile, devenus les articles 579 et 580 du Nouveau Code de procédure civile, les jugements dont il peut être fait appel indépendamment du fond, il n'a pas introduit de dispositions analogues en matière de cassation civile. La Cour de Cassation a, par la suite, déclaré irrecevable comme prématuré tout pourvoi dirigé contre un arrêt ordonnant une mesure d'instruction. Les auteurs du projet de loi entendent modifier la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et procédures de cassation en introduisant deux nouveaux alinéas au niveau de l'article 3. Désormais la voie du pourvoi en cassation est ouverte dans les mêmes hypothèses que l'appel.

Dans un deuxième temps, il est proposé de consacrer légalement l'adage jurisprudentiel du „pourvoi sur pourvoi ne vaut“, sauf pour le cas où un pourvoi antérieur a été déclaré irrecevable au motif qu'il est prématuré.

Ces modifications ont été suggérées par le Parquet Général dans ses observations publiées en annexe du rapport d'activités du Ministère de la Justice pour 2002.

Ad 4) Par amendement adopté par la Commission lors de sa réunion du 7 avril 2004, il a été décidé d'amender l'article 183 NCPC relatif aux causes communicables au ministère public.

La multiplication du nombre de procédures judiciaires a eu pour conséquence que l'article 183 NCPC est devenu une formalité dénuée d'une quelconque utilité. L'application journalière de cet article s'est en effet détachée de l'esprit de l'article visant à protéger l'intérêt public dans certains types de procédures.

En outre, un arrêt récent de la Cour d'appel du 29 juin 1999 qui a retenu que l'intervention du ministère public, par voie de conclusions orales, est requise sous peine de nullité, aura des répercussions importantes au niveau du Parquet qui n'a pas les effectifs nécessaires pour se conformer aux exigences de l'article 183 NCPC tel qu'interprété par la Cour d'appel.

Ainsi une modification de l'article 183 NCPC s'impose-t-elle. La présence systématique du Parquet n'est donc plus requise.

L'amendement proposé par la Commission tend à supprimer certaines causes qui ne doivent plus être communiquées au ministère public. La notion d'ordre public est maintenue, mais a été reformulée et se retrouve à l'endroit de l'alinéa 2 de cet article. Enfin il est proposé de remplacer le mot „avis“ par „conclusions“ et de préciser le moment de la connaissance des conclusions, c'est-à-dire avant l'ordonnance de clôture de la procédure de la mise en état, s'il y a lieu.

*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT ET POSITION DE LA COMMISSION JURIDIQUE

En ce qui concerne le relèvement du taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix, le Conseil d'Etat, rappelant le principe du double degré de juridiction, recommande à titre principal de faire abstraction d'une telle modification. A titre subsidiaire, il préconise de limiter le relèvement du taux de compétence à 1.250 euros, le montant de 2.500 euros étant considérable.

Suite à l'avis du Conseil d'Etat et au vu des arguments y contenus, la Commission juridique a décidé d'amender le projet de loi en fixant le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix à 1.500 euros.

Dans son avis complémentaire du 27 avril 2004, le Conseil d'Etat s'est formellement opposé à l'amendement proposé par la Commission. Il indique que le taux de compétence en dernier ressort serait toujours doublé par rapport au taux actuel de 750 euros et que la Commission s'était déjà opposée en 1996 au relèvement de ce taux.

La Commission a, eu égard à cette opposition formelle, décidé de reprendre la proposition faite à titre subsidiaire par le Conseil d'Etat dans son avis du 16 mars 2004 et a fixé le taux de compétence en question à 1.250 euros.

L'adaptation des règles de compétence territoriale des juridictions du travail ne donne lieu à aucune observation particulière de la part du Conseil d'Etat.

Concernant la refonte prévue du système des délais de distance, le Conseil d'Etat, tout en reconnaissant que les délais actuels ne sont plus adaptés aux moyens modernes de transmission de sorte que certains aménagements sont tout à fait justifiés, préférerait le maintien du système actuel de zones géographiques quitte à y apporter des modifications.

La Commission juridique se rallie à l'approche du gouvernement. Le système proposé par les auteurs du projet sous rubrique maintient, contrairement aux affirmations du Conseil d'Etat, une répartition géographique. Le texte sous examen ne fait que changer la répartition des pays et des territoires entre les différentes zones géographiques de manière à rendre le système des délais de distance plus cohérent. La Commission décide de maintenir le texte gouvernemental.

Dans le cadre de la modification projetée des règles relatives au pourvoi en cassation, le Conseil d'Etat se demande si les règles de procédure régissant le pourvoi en cassation ne devraient pas être revues, alors que la pratique montre que certaines inobservations formelles, même mineures, qui ne font pas grief, conduisent irrémédiablement à une irrecevabilité. Dans un autre ordre d'idées, le Conseil d'Etat se demande encore si la procédure de cassation en matière civile et commerciale, qui est extrêmement pointilleuse, ne devrait pas être allégée à l'instar de celle applicable en matière pénale. Il soulève aussi la question de savoir s'il ne faudrait pas consacrer expressément le droit des parties à l'instance de cassation de pouvoir prendre position à l'égard des conclusions du Parquet général, et cela même si aucun débat contradictoire n'est appelé à s'installer entre le ministère public et les parties, compte tenu de leurs positions respectives dans la procédure de cassation.

La Commission estime qu'il y aurait lieu de moderniser, mais dans un projet de loi séparé, la procédure de cassation, sans toutefois modifier le rôle régulateur de la Cour de Cassation.

En ce qui concerne la modification de l'article 183 NCPC et plus particulièrement l'exclusion, parmi les causes à communiquer au ministère public, des divorces et des séparations de corps, le Conseil d'Etat a fait remarquer que le ministère public continuera à être entendu dans les causes de référé divorce, en vertu de l'article 267bis du Code civil.

La Commission a décidé de faire siennes les observations du Conseil d'Etat à propos des causes concernant l'ordre public. Afin d'éviter que le nouvel article 183 NCPC ne donne lieu aux interrogations soulevées par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire, la Commission a repris les propositions de texte formulées par la Haute Corporation. Ainsi les „causes qui concernent l'ordre public“ figurent au point 1) de l'énumération du premier alinéa de cet article. La première phrase du second alinéa de l'article 183 NCPC n'est pas modifiée par rapport au texte actuel, tandis que la seconde phrase de cet alinéa est modifiée conformément à l'amendement adopté par la Commission.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article Ier

Cet article a trait aux règles de compétence et aux délais de distance.

Le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix passe de 750 euros à 1.250 euros ce qui implique qu'une procédure d'appel ne sera recevable que pour autant que la valeur du litige dépasse 1.250 euros.

Concernant le point f):

Au cas où le lieu de travail n'est pas le Luxembourg, la compétence territoriale des juridictions du travail est déterminée selon le Règlement 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale lorsque le lieu de travail se situe dans un Etat membre autre que le Luxembourg mais partie au Règlement précité. Si le lieu de travail se trouve sur un territoire non couvert par ledit Règlement, ce sont les dispositions de la Convention de Bruxelles qui s'appliquent. A noter que ces deux instruments juridiques ont un champ d'application territorial différent et contiennent des règles de compétence distinctes en matière de contrat individuel de travail. Le Règlement précité contient des règles plus précises et détaillées que la Convention de Bruxelles.

Concernant le point g):

En raison du caractère très étroit des relations politiques et économiques qu'entretiennent les pays membres de l'Union européenne ou encore de l'AELE, et en raison de la relative proximité de ces pays avec le Grand-Duché, il est prévu de soumettre tous ces pays à un même délai de distance, à condition toutefois que les territoires des pays concernés fassent géographiquement partie de l'Europe. Ce délai, qui reste d'ailleurs inchangé, est de 15 jours.

Les pays qui ne font pas partie de l'Union européenne ou de l'AELE, mais qui se trouvent néanmoins géographiquement parlant en Europe font partie de la deuxième zone géographique pour laquelle un délai de distance de 25 jours est prévu (contre un délai d'un mois actuellement). A noter que la Russie et la Turquie sont expressément exclues de cette zone géographique.

Le délai de distance pour la troisième zone géographique, qui concerne des pays ne faisant partie ni de la première zone ni de la deuxième zone, est réduit quant à lui de deux mois à 35 jours.

Il résulte de ce qui précède que non seulement la répartition des zones géographiques, mais également la durée des délais de distance ont été réaménagées.

Article II

Point a):

Trois nouveaux alinéas sont introduits au niveau de l'article 3 de la loi de 1885. Les alinéas 2 et 3 visent à adapter le régime du pourvoi en cassation au régime de l'appel. Le libellé de ces deux alinéas est calqué sur le libellé de l'article 579 du Nouveau Code de procédure civile. L'alinéa 4 vise à transposer en droit positif le principe dégagé par la jurisprudence selon lequel il est interdit de se pourvoir contre un arrêt qui a déjà fait l'objet d'un pourvoi précédent.

Point b):

Ce point concerne les délais de distance dans le cadre d'un recours en cassation.

Articles III à V

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation particulière.

*

Sous le bénéfice des observations qui précèdent, la Commission juridique unanime recommande à la Chambre d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions:

- du Nouveau Code de procédure civile;
- de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation;
- du Code d'instruction criminelle;
- de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer;
- de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques;
- de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières;
- de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

Art. Ier.– Les articles suivants du Nouveau Code de procédure civile sont modifiés comme suit:

a) L'article 2 est modifié comme suit:

„En matière civile ou commerciale, personnelle ou mobilière et en matière immobilière, il est compétent en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.250 euros, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 10.000 euros.“

b) L'article 3, première phrase, est modifié comme suit:

„Par dérogation à l'article précédent, il connaît en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.250 euros et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever.“

c) L'article 22, deuxième alinéa, est modifié comme suit:

„Dans les matières pour lesquelles il a compétence exclusive en raison de la nature de l'affaire, il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.250 euros et, au-dessus, à charge d'appel devant la Cour supérieure de Justice.“

d) L'article 23, deuxième alinéa, est modifié comme suit:

„Toutefois si, en cours d'instance, le montant de la demande est réduit à une somme inférieure à 1.250 euros, le tribunal restera compétent et statuera en dernier ressort.“

e) L'article 25, dernier alinéa, est modifié comme suit:

„Le tribunal du travail connaît en dernier ressort des contestations jusqu'à la valeur de 1.250 euros et à charge d'appel de tous les autres litiges.“

f) L'article 47 est complété et modifié comme suit:

– alinéa 4:

„Lorsque le lieu de travail n'est pas au Grand-Duché mais dans un pays membre de l'Union européenne, la compétence est déterminée par les règles inscrites au Règlement (CE) No 44/2001

du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.“

– alinéa 5:

„Lorsque le lieu de travail n'est ni au Grand-Duché ni dans un territoire couvert par le Règlement visé à l'alinéa 4, la compétence est déterminée par les règles inscrites à la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.“

g) L'article 167 est modifié comme suit:

„Si celui qui est assigné demeure hors du Grand-Duché, ce délai est augmenté de:

1° quinze jours pour ceux qui demeurent:

- *dans un territoire, situé en Europe, d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Association européenne de libre échange;*
- *à Andorre, à Gibraltar, à Monaco, à Saint-Marin, dans l'Etat de la Cité du Vatican, aux îles Aland, aux îles Anglo-Normandes, aux îles Féroé ou à l'île de Man,*

2° vingt-cinq jours pour ceux qui demeurent dans un autre pays d'Europe, y non compris la Turquie et la Russie;

3° trente-cinq jours pour ceux qui demeurent dans un autre pays ou territoire du monde.“

h) L'article 183 du Nouveau Code de procédure civile est libellé comme suit:

„Seront communiquées au procureur d'Etat les causes suivantes:

- 1) celles qui concernent l'ordre public;*
- 2) celles qui concernent l'état des personnes, à l'exception des causes de divorce et de séparation de corps, et celles qui sont relatives à l'organisation de la tutelle des mineurs, à l'ouverture, à la modification ou à la mainlevée des tutelles ou curatelles des majeurs ainsi qu'à la sauvegarde de justice;*
- 3) les règlements de juge, les récusations et renvois;*
- 4) les prises à partie;*
- 5) les causes concernant ou intéressant les personnes présumées absentes.*

Le procureur d'Etat pourra néanmoins prendre communication de toutes les autres causes dans lesquelles il croira son ministère nécessaire; le tribunal pourra même l'ordonner d'office. Si la cause est communiquée, le procureur d'Etat fait connaître ses conclusions soit oralement à l'audience soit par écrit au tribunal, les conclusions écrites étant communiquées aux parties avant l'ordonnance de clôture visée par les articles 223 et suivants.“

Art. II.– La loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation est complétée et modifiée comme suit:

a) L'article 3 est complété par trois nouveaux alinéas:

– alinéa 2:

„Les arrêts et jugements rendus en dernier ressort qui tranchent dans leur dispositif une partie du principal et ordonnent une mesure d'instruction ou une mesure provisoire peuvent également être déférés à la Cour de cassation comme les décisions qui tranchent tout le principal.“

– alinéa 3:

„Il en est de même lorsque l'arrêt ou le jugement rendu en dernier ressort qui statue sur une exception de procédure, une fin de non-recevoir ou tout autre incident de procédure met fin à l'instance.“

– alinéa 4:

„Si le pourvoi en cassation est rejeté, déclaré irrecevable ou si la déchéance a été prononcée, la partie qui a formé le pourvoi n'est plus recevable à en former un nouveau contre le même arrêt ou jugement, sauf si le premier pourvoi a été prématuré au sens des alinéas 2 et 3.“

b) L'article 7, deuxième alinéa, est modifié comme suit:

„Celui qui demeure hors du Grand-Duché a, pour introduire le recours en cassation, outre le délai prévu à l'alinéa qui précède, le délai prévu à l'article 167 du Nouveau Code de procédure civile.“

Art. III.– L'article 419 du Code d'instruction criminelle est modifié comme suit:

„Si le pourvoi en cassation est rejeté, déclaré irrecevable ou si la déchéance a été prononcée, la partie qui a formé le pourvoi n'est plus recevable à en former un nouveau contre le même arrêt ou jugement, sauf si le premier pourvoi a été prématuré au sens de l'article 416.“

Art. IV.– Les dispositions légales suivantes sont modifiées comme suit:

- a) L'article 27 de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer est modifié comme suit:

„A l'exception des affaires visées à l'article 10, le juge de paix statue en premier et dernier ressort pour toutes les affaires dont l'importance ne dépasse pas la valeur de 1.250 euros et à charge d'appel pour toutes les autres affaires.“

- b) L'article 14 de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires des animaux domestiques est modifié comme suit:

„Les juges de paix connaissent sans appel, jusqu'à la valeur de 1.250 euros, et à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, des actions prévues par la présente loi.“

- c) L'avant-dernier alinéa de l'article 2 de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficielle par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières est modifié comme suit:

„Les décisions de la justice de paix, dont la compétence est illimitée en premier ressort, ne sont susceptibles d'appel que dans les cas où l'objet de la demande dépasse la valeur de 1.250 euros en principal.“

Art. V.– L'article 24, quatrième alinéa, de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique est modifié comme suit:

„Si celui qui est assigné demeure hors du Grand-Duché, ce délai est augmenté du délai prévu à l'article 167 du Nouveau Code de procédure civile.“

Luxembourg, le 28 avril 2004

Le Rapporteur,
Patrick SANTER

Le Président,
Laurent MOSAR